

www.ici-grenoble.org

# Les infos locales

Une revue de presse de Grenoble et de ses environs

Juillet 2016



*Que s'est-il passé à Grenoble et dans ses environs depuis un mois ? L'association Ici Grenoble vous propose une sélection d'événements marquants glanés dans la presse locale ou nationale en juin 2016.*

*(Les sources sont entre parenthèses)*

*[Les éventuels commentaires sont encadrés]*

## Trois réactions contre le "plan d'austérité" de Grenoble

Débutons ces infos locales par LE sujet chaud ces dernières semaines à Grenoble : le "plan de sauvegarde des services publics locaux" présenté début juin par la majorité municipale. Objectif officiel ? Économiser rapidement 14 millions d'euros pour redresser les comptes de la ville, éviter sa mise sous tutelle administrative. Pourquoi cette crise financière ? Éric Piolle dénonce les erreurs de gestion de son prédécesseur et la baisse des dotations de l'État (voir notamment les [analyses de l'ADES](#) à ce sujet).

Le "plan de sauvegarde" comprend de nombreuses mesures qu'il est impossible de détailler ici. Les plus emblématiques sont probablement la fermeture des trois bibliothèques Prémol, Hauquelin et Alliance ; la suppression de 100 à 150 postes d'agents municipaux ; le non-renouvellement des employé-e-s contractuel-le-s d'ici 2018 ; la baisse de 10 % des dotations aux écoles primaires et maternelles ; le désengagement de la mairie de la Maison des Habitants Bajatière et du centre social des Eaux-Claires ; la réduction de certaines missions du service de Santé scolaire et de certains services rendus aux personnes âgées ; etc.

Ces mesures soulèvent de vives critiques. Voici les trois arguments que nous avons le plus entendus :

1/ Un argument démocratique : l'absence de concertation et de débat. Parmi les 120 engagements des candidat-e-s de la majorité municipale en 2014, les n°1 et n°8 visaient à « *co-construire les projets et débattre du budget municipal avec les habitants* ». Présenté la veille des vacances d'été, le plan d'austérité est imposé, sans propositions alternatives, sans consultation élargie, sans possibilité pour les habitant-e-s de débattre et de participer à des décisions qui touchent pourtant leur quotidien.

Cet autoritarisme semble également agir "interne", au sein des services municipaux. La CNT Isère et le NPA évoquent des pressions de certains élu-e-s sur des employé-e-s de la ville pour qu'ils fassent silence sur les attaques subies. Au nom du "devoir de réserve", des chefs de service menaceraient des agents de sanctions s'ils expriment leur avis en public, par exemple à l'accueil des bibliothèques municipales.

2/ Un argument social : l'impact sur les classes populaires. Ce sont les Grenoblois-es qui ont le plus besoin de politiques de solidarité municipales qui vont être les premières victimes du plan d'austérité, en particulier dans les quartiers sud de la ville. En cette période de chômage élevé et de précarités, le maintien et le renforcement des services sociaux et de proximité devraient être une priorité.

3/ Un argument économique : de l'argent, il y en a. Les riches n'ont jamais été aussi riches en France, l'industrie du luxe est florissante, l'évasion fiscale dépasse les 80 milliards d'euros par an, des dizaines de milliards d'euros ont été offerts aux entreprises sans réelle contrepartie. Les mesures d'austérité sont avant tout des choix politiques de l'État, choix qu'il impose aux collectivités locales par des baisses de dotations. Dans ces conditions, faut-il appliquer localement des politiques nationales injustes ? La gestion d'une institution locale est-elle forcément condamnée à respecter les diktats d'un système néolibéral ?

[L'une des solutions ne pourrait-elle pas être d'augmenter les impôts locaux des populations les plus aisées, de mettre davantage à contribution les foyers et les entreprises les plus riches ? Par ailleurs, certaines dépenses vers les industries high tech ne pourraient-elle pas être abandonnées, comme le million d'euros dépensé en trois ans pour développer la "bibliothèque numérique", ou les dix millions d'euros prévus via la Métro pour soutenir les entreprises en nanotechnologie ? Ne faut-il pas imaginer d'autres scénarios économiques ?]

Quoi qu'il en soit, les luttes pour le retrait du plan d'austérité ont démarré. Plusieurs centaines de Grenoblois-e-s et d'agents municipaux ont manifesté en intersyndicale les 10, 14, 20 et 23 juin. Depuis le 28 juin, certains services communaux ont entamé des mouvements de grève.

Prochaine manifestation : lundi 11 juillet à 17h devant la mairie, avant le conseil municipal.

*(ADES, 03/06/16, 10/06/16, 17/06/16, 24/06/16 ; Dauphiné Libéré, 10/06/16, 24/06/16, 25/06/16 ; Le Postillon, été 2016)*

\* \* \*

## **17 manifestations en trois mois**

Les luttes contre le plan d'austérité de la mairie seront-elles aussi intenses que celles contre la Loi travail "et son monde" ? Si nos calculs sont bons, les rues de Grenoble ont accueilli 17 manifestations en trois mois. Avait-on vu une telle lutte depuis trente ans en Isère ? Les mobilisations de juin étaient certes moins massives que celles de mai, mais elles restaient fréquentes et vigoureuses.

Les 2, 9, 14, 23, 25, 28 juin et 5 juillet, les manifestations ont rassemblé de 500 à 5 000 personnes, selon les jours et les estimations. Faits marquants, le 2 juin au matin, plus d'une centaine de membres du collectif [On bloque tout](#) Isère ont réussi à bloquer l'entrée de l'usine Raddial à Voreppe, dont le président du directoire est Pierre Gattaz, le président du Medef. Le 23 juin au matin, le collectif réussissait également le blocage d'une partie de la Presqu'île scientifique de Grenoble.

La plupart des manifestations se sont prolongées par une Assemblée populaire de Nuit Debout Grenoble, avec des dizaines de participant-e-s. Ce mouvement continue cet été, avec une Assemblée tous les soirs ou presque. De nombreuses personnes semblent déterminées à poursuivre les luttes contre la loi Travail "et son monde" à la rentrée.

[Pour des photos et des récits plus détaillés des nombreuses mobilisations de juin, nous vous recommandons le site internet de [Nuit Debout Grenoble](#).]

*(Dauphiné Libéré, 03/06/16, 10/06/16, 15/06/16, 26/06/16)*

## Au moins 20 condamnations en trois mois

Tout au long du mouvement social, la répression policière a été intense. Le collectif "Mutuelle Magique pour l'Anti-répression" (MMA) Isère vient de publier un [récapitulatif des manifestant-e-s interpellé-e-s et condamné-e-s depuis mars](#). Bilan provisoire : une vingtaine de condamnations pour un total de 10 mois de prison ferme, 80 mois de prison avec sursis, 1 480 heures de Travaux d'Intérêt Général, près de 16 000 euros d'amendes et de frais de justice.

Comme le résumait un procureur grenoblois lors d'un procès en juin : *« Il faut que les manifestants sachent qu'à Grenoble, quand on profite de la manifestation pour commettre des violences, pour outrager ou menacer des policiers, il y a comparution immédiate et des peines lourdes tombent. »*

Pour aider les manifestant-e-s condamné-e-s à payer les amendes, le collectif MMA 38 lance un appel à don. Il invite également toutes les personnes inculpées à le contacter pour s'organiser, au 07 58 01 72 85 ou sur [mma38 \(at\) riseup \(point\) net](mailto:mma38(at)riseup(point)net)

[Notons le contraste saisissant entre la répression du mouvement social ce printemps et la quasi-impunité dont ont bénéficié les manifestations d'agriculteurs de la FNSEA ou de "Bonnetts rouges" ces dernières années, où des biens publics sont souvent détruits et des gendarmes menacés.]

*(Indymedia Grenoble, juin 2016)*

\* \* \*

## Un nouveau garage associatif ?

Poursuivons par un autre projet de "mutualisation" : Quatre femmes de Grenoble souhaitent créer un garage mécanique auto associatif :

*« Notre projet est de proposer un lieu, avec du matériel et des personnes aux connaissances variées, pour que tout à chacun-e puisse, dans la mesure de ses moyens, venir faire de la mécanique sur son véhicule avec l'aide de gens qui s'y connaissent un minimum. Le lieu serait ouvert à toutes et à tous, la ligne de base étant que les mécanos sont et seront des meufs, des gouines ou des trans.*

*L'idée, c'est que l'adhésion ne soit pas chère, environ 20 à 30 euros par an, et que les chantiers soient à prix libre, avec des prix indicatifs en fonction du temps passé sur le véhicule. On s'imagine avoir des jours de permanence où on accueille du monde en faisant des diagnostics, ce qui nous permet ensuite de caler les chantiers puis de les réaliser ensemble.*

*On s'imagine aussi faire des journées d'ateliers débutant-e-s, pour apprendre à contrôler ses niveaux, changer une roue, faire sa vidange, changer ses plaquettes de freins, etc. Ce qui fait qu'ensuite une tripotée de gens seront autonomes sur ces questions-là, et ce serait déjà une grande victoire pour nous ! »*

Le collectif est à la recherche d'un lieu pour concrétiser ce projet. L'une des solutions serait, sur le modèle du centre social autogéré [La B.A.F.](#), de créer un collectif de soutien dont les membres versent chaque mois une petite somme pour payer le loyer. Si 20 ou 30 personnes versent chaque mois 20 ou 30€, il serait possible de louer un garage dans l'agglomération grenobloise.

Ce projet vous intéresse ? Un sondage se met en place jusqu'à fin août pour savoir combien de personnes seraient prêt-e-s à participer à cette aventure. Il suffit de contacter [lessolenoides\(at\)riseup\(point\)net](mailto:lessolenoides(at)riseup(point)net)

## État d'urgence atmosphérique

La société automobile... L'équipe d'Épidémiologie environnementale de l'[Institut pour l'Avancée des Biosciences](#), basée à La Tronche, vient de publier une [étude](#) sur les conséquences sanitaires des particules fines en suspension dans l'atmosphère grenobloise. Les résultats sont édifiants.

3 à 7% des décès survenant dans l'agglomération seraient dus aux effets de la pollution atmosphérique, soit environ 114 chaque année. À Grenoble même, cette pollution serait responsable de 3 à 10 % des nouveaux cas de cancer du poumon. Elle serait également la cause de plusieurs dizaines de cas de petits poids de naissance chez les enfants nés à terme chaque année. Les quartiers dits "socialement défavorisés" seraient les plus touchés, du fait de leur proximité avec les zones de pollution les plus intenses.

Cette étude confirme localement les résultats d'une vaste [étude nationale](#) sur les pollutions aux particules très fines, également publiée en juin par l'agence Santé publique France. Celle-ci affirme que la pollution de l'air serait la troisième cause de mortalité en France, derrière le tabac et l'alcool, avec plus de 40 000 décès par an. Dans les zones urbaines de plus de 100 000 habitant-e-s, chaque personne perdrait en moyenne 15 mois d'espérance de vie à 30 ans du fait des particules très fines, 9 mois dans les zones rurales.

*(Dauphiné Libéré, 03/07/16)*

\* \* \*

## Un peu moins de camions diesel ?

Chaque jour, près de 15 000 camions et fourgons diesel livrent des marchandises dans le centre-ville de Grenoble, 37 000 dans toute l'agglomération. Pour diminuer la pollution et les nuisances sonores de ce va-et-vient infernal, la Métropole promet un plan d'action inédit en France à partir de 2017 : la création de Centres de Distribution Urbains.

Le principe ? Tout poids lourd antérieur à 2001 ou tout véhicule utilitaire antérieur à 1997 sera interdit de livraison en centre-ville. Il devra déposer ses marchandises au Centre de Distribution Urbain de Noyarey ou du Marché d'Intérêt National, géré par des entreprises privées dont la Poste. Les derniers kilomètres seront pris en charge par des véhicules dits "propres", dont plus de 10 % par des vélos électriques. À partir de 2020, ce dispositif serait généralisé à l'ensemble des livraisons en centre-ville, quel que soit l'âge des camions et fourgons.

Selon la Métro, la mise en place des Centres de Distribution Urbains permettrait de diminuer de 10 % les gaz à effet de serre à Grenoble.

[Ces résultats ne semblent cependant pas prendre en compte la pollution et les déchets nucléaires créés par les véhicules dits "propres", en particulier les véhicules électriques.]

*(Dauphiné Libéré, 08/06/16)*

\* \* \*

## L'infokiosque le plus haut de France ?

Une petite info insolite... Tout le mois d'août, un berger engagé installera un infokiosque permanent devant sa cabane d'alpage, à 2000 mètres d'altitude près d'Embrun ([voir carte](#)). L'infokiosque sera composé de brochures contre la ligne de THT et le puçage des brebis, sur le féminisme, la paysannerie, les répressions policières, les luttes sociales, ou encore le mouvement squat libertaire.

Selon ses disponibilités, le berger proposera également de l'eau fraîche, du thé et des galettes, à prix libre ou en échange de légumes et fruits frais. Une idée de rando cet été ?

*(Indymedia Grenoble, juillet 2016)*

## Procès du journal Le Postillon

Il y a quelques mois, le maire de Pont-de-Claix et président de la Métro, Christophe Ferrari, et sa directrice de cabinet, Yveline Denat, portaient plainte pour injure et diffamation contre un article du journal [Le Postillon](#) de décembre 2015 : [Le système Ferrari à plein régime, Pont-de-Claix entre pistons, dérapages et mauvais goût](#).

Le procès s'est déroulé le 29 juin au tribunal correctionnel de Grenoble. Pour l'occasion, l'équipe du Postillon avait sorti "le grand jeu" : aux portes du Palais de justice, des serveurs et serveuses en tenues proposaient des plats garnis de petits fours et des coupes de champagne aux deux à trois cents personnes venues en soutien.

Le procès a été assez expéditif, ne rentrant pas dans le fond des propos de l'article incriminé. Accusant Le Postillon d'être un « *colporteur de ragots* », un « *relais des aigris et des mécontents* », l'avocat de l'accusation a cependant réclamé 5 000 € de dommages et intérêts pour Christophe Ferrari, 10 000 € pour Yveline Denat. Fait étonnant, la représentante du parquet (Ministère de la Justice) n'a fait aucune réquisition, s'en remettant à la décision de la cour. Le verdict sera rendu le 12 septembre.

Rappelons que Le Postillon reconnaît une seule erreur dans son article : Il affirmait que Christophe Ferrari a augmenté son salaire de maire depuis 2014, alors que ce dernier l'a en fait diminué.

*(Place Grenet, 30/06/16)*

\* \* \*

## Plate-forme chimique de Pont-de-Claix : Les révélations d'un intérimaire

Et puisque l'on parle du Postillon et de Pont-de-Claix : Dans son numéro d'été, Le Postillon livre le témoignage récent et saisissant d'un conducteur de camion sur la [plate-forme chimique de Pont-de-Claix](#).

Yves, intérimaire pour une filiale de Vinci, intervenait sur un chantier sensible, en zone Seveso 2. Il raconte les nombreux manquements aux règles de sécurité de base, son camion très mal entretenu, sans contrôle technique et sans extincteur de secours, des pollutions accidentelles du sol masquées aux responsables du chantier, l'absence de protection face aux poussières polluées, des ouvriers fumant des cigarettes sur des zones de non-feu, l'ambiance "pas vu pas pris" qui règne sur le chantier, les pressions de sa hiérarchie, etc.

Ulcéré, inquiet pour sa santé et craignant un accident grave sur la plate-forme chimique, Yves a démissionné de son poste.

*(Le Postillon, été 2016)*

\* \* \*

## Indymedia Grenoble, finalement, remarque

Pendant plus de six semaines, le site d'informations libertaires [Indymedia Grenoble](#) ne fonctionnait plus. Des soucis informatiques et organisationnels étaient, semble-t-il, à l'origine du problème. Début juin, le site était finalement remis en service... pour annoncer en première page la fin du collectif Indymedia, pour de bien tristes raisons.

La fin d'Indymedia Grenoble, vraiment ? Non ! Une nouvelle équipe vient de relancer cet outil important pour les luttes grenobloises. C'est notamment le seul site contestataire qui propose un système de publications ouvertes à tou-te-s.

Indymedia Grenoble, c'est donc reparti. Chacun-e peut de nouveau y [proposer des articles, des événements et des infos locales](#) à partager.

## Réquisition d'un bâtiment vide de la mairie

Le 11 juin, l'Assemblée des mal-logé-e-s et des sans logement, les collectifs [La Patate chaude](#) et Droit Au Logement Isère ont "réquisitionné" le 6 rue Jay à Grenoble. Dans ce bâtiment appartenant à la mairie mais laissé à l'abandon depuis plusieurs mois, des familles et des personnes en grande précarité se sont installées.

Par cette action directe, les collectifs de soutien aux mal-logé-e-s et aux sans logement rappellent l'urgence de mettre à disposition tous les bâtiments vides à Grenoble et sur son agglomération, pour faire face aux milliers de personnes sans logement ou en cours d'expulsion. Les collectifs dénoncent les double-discours de la mairie de Grenoble, ainsi que l'incurie du département et de l'État face aux nombreuses situations de détresses sociales.

*(Place Grenet, 12/06/16)*

\* \* \*

## Point d'Eau cherche des bénévoles

Créée en 1993, l'association [Point d'Eau](#) accueille en journée les personnes en grande précarité, au 31 rue Blanche Monier, dans le quartier île verte de Grenoble. Point d'eau est un lieu où se poser et se reposer, où mettre en route une machine à laver, prendre une douche ou un café, prendre le temps de discuter.

60 à 120 personnes sont accueillies chaque jour, dont 10 à 20 % de femmes et 30 % de jeunes de moins de 25 ans. En 2015, plus de 1 700 personnes sont ainsi venues à Point d'Eau. Pour faire vivre et développer ce lieu de soutien, l'association lance un appel à bénévoles.

Point d'Eau,  
31, rue Blanche Monier  
04 76 44 14 04

*(Dauphiné Libéré, 05/06/16)*

\* \* \*

## Le Conseil départemental discrimine des familles étrangères

Le 23 juin, plusieurs dizaines de personnes manifestaient devant le Conseil départemental de l'Isère, à l'appel de la Coordination iséroise de solidarité avec les étrangers migrants (CISEM). Les raisons de la colère ? Une récente décision du Conseil départemental de ne plus verser d'aide financière d'urgence aux familles qu'il juge "ne pas avoir le droit de rester en France", en la remplaçant par des prestations "en nature" auprès d'associations caritatives.

Selon la CISEM, cette décision discriminante ne respecte ni le Code de l'Action Sociale et des familles, ni la Convention relative aux droits de l'enfant. Elle complique non seulement le quotidien de familles en grande précarité, mais également l'organisation des associations de soutien aux personnes sans-papier.

Une [pétition en ligne](#) pour que le Préfet de l'Isère fasse respecter la loi et annule la décision du Conseil départemental a déjà recueilli plus de 1000 signatures.

[Depuis plusieurs mois, les nouvelles politiques sociales du Conseil départemental font l'objet de vives critiques. Nous y consacrerons un dossier à l'automne.]

*(Dauphiné Libéré, 04/06/16 ; CIIP, 14/06/16)*

## Compteurs Linky : Un nouveau site internet et une pétition

Vous refusez que l'on pose chez vous le [nouveau compteur électrique Linky](#) ? Vous souhaitez connaître la marche à suivre, ou rencontrer d'autres personnes ayant fait ce choix ? Le collectif Grenoble-anti-Linky a récemment créé un [site internet](#) avec des infos pratiques pour refuser Linky, des propositions d'actions collectives, du matériel de communication et des enquêtes locales.

Malgré les intimidations au téléphone, les passages en force et les menaces d'ERDF, les résistances contre les nouveaux compteurs se poursuivent, en Isère comme ailleurs. [Deux cents communes françaises refusent désormais Linky](#), dont Saint-Nizier et Luzinay. Le 8 juin, une dizaine d'opposant-e-s manifestaient au siège d'ERDF à Grenoble. À Fontaine, le collectif Stop Linky vient de lancer une [pétition en ligne](#). Leur objectif est de recueillir 500 signatures de Fontainois-es.

[Pour plus d'infos, nous vous recommandons notre dossier : [Cinq raisons de refuser Linky.](#)]

*(Grenoble-anti-Linky, juin 2016)*

\* \* \*

## Le Conseil Régional s'attaque à la LPO

Après le [Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles](#) (voir les [Infos locales de juin](#)), c'est au tour de la [Ligue pour la Protection des Oiseaux](#) de subir des coupes budgétaires du Conseil Régional. Les subventions de la LPO ont été divisées par deux. Un coup dur pour l'association, obligée d'engager un plan de licenciement.

*(Dauphiné Libéré, 14/06/16)*

\* \* \*

## Une nouvelle épicerie sans emballage

Une nouvelle épicerie ouvre prochainement au 2 rue Condillac, à Grenoble. Sa spécificité ? [La Bonne Pioche](#) sera un magasin de produits majoritairement locaux, tous proposés au poids, sans emballage.

70% des produits seront locaux, 20% seront issus de l'agriculture biologique, 10% proviendront d'autres régions de France. Les deux gérantes, Bertile et Céline, promettent des prix attractifs, les emballages représentant généralement 20 à 40 % du prix de vente.

*(Dauphiné Libéré, 15/06/16 ; Infos recueillies par Ici Grenoble, 05/07/16)*

\* \* \*

## Ecopla : Bras de fer juridique

[Le mois dernier](#) nous présentions le projet de salarié-e-s d'Ecopla qui, pour éviter la fermeture de leur usine, souhaitent la transformer en [SCOP](#) autogérée. Depuis 1960, l'usine Ecopla fabrique des barquettes en aluminium à St-Vincent de Mercuze, dans le Grésivaudan. Début 2016, elle était placée en redressement judiciaire. Depuis 2012, Ecopla était la propriété d'un businessman sino-américain, Jerry Ren. La CGT a dénoncé les erreurs de gestion et les ponctions de trésorerie effectuées par d'autres sociétés de ce multimillionnaire.

La bonne nouvelle pour les salarié-e-s d'Ecopla, c'est le succès de leur appel à financement. 50 000 € ont été rapidement récoltés pour acheter des matières premières et relancer la production.

La mauvaise nouvelle, c'est la décision du Tribunal de Commerce de Grenoble. Le 17 juin, il a rejeté le projet de SCOP. Le Tribunal a préféré autoriser son principal concurrent, le groupe italien CUKI, à rapatrier les machines d'Ecopla en Italie. Les salarié-e-s d'Ecopla ont cependant décidé de faire appel. Le bras de fer juridique démarre.

Pour en savoir plus et soutenir le projet des salarié-e-s d'Ecopla, [cliquez ici](#).

*(Dauphiné Libéré, 17/06/16 ; CGT Isère, 26/05/16 ; France 3, 29/01/16)*

\* \* \*

**À bientôt pour les prochaines infos locales !**

**Pour les recevoir, inscrivez-vous à notre [Lettre d'informations](#).**

**Ici Grenoble, c'est aussi un [agenda](#), avec plus de 100 événements proposés cet été : des événements locaux mais aussi des rencontres, festivals, rassemblements nationaux.... Collectifs, associations, individu-e-s, n'hésitez pas à nous soumettre des événements pour que nous les relayons !**